

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 23 - 26 octobre 2000

PROGRAMMES DE PAYS

Point 7 de l'ordre du
jour

Pour approbation

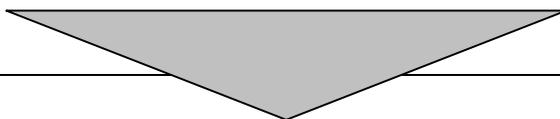


Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2000/7
15 septembre 2000
ORIGINAL: ANGLAIS

PROGRAMME DE PAYS—BANGLADESH (2001–2005)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Région Asie et Europe orientale (OAE): M. J. Powell tel.: 066513-2209

Conseiller pour le développement, OAE: Mme A. Asrat tel.: 066513-2260

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

Pays densément peuplé et exposé aux catastrophes naturelles, le Bangladesh fait partie des pays les moins avancés et des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PMA/PFRDV). Il figure au 146ème rang sur 174 pays classés selon l'indicateur du développement humain conçu par le PNUD (Rapport sur le développement humain pour 2000), avec un produit national brut (PNB) par habitant de 350 dollars. Près de 50 pour cent des habitants (soit 60 millions de personnes) vivent au-dessous du seuil de pauvreté alimentaire. Leurs rations alimentaires sont insuffisantes en termes de quantité comme de qualité, en dépit du fait que les ménages consacrent à la nourriture plus de 70 pour cent de leurs revenus. Près de la moitié d'entre eux—30 millions de personnes, ou six millions de familles—sont considérés comme "extrêmement pauvres". La plupart du temps, ils n'ont pas d'actifs et souffrent d'insécurité alimentaire chronique et de malnutrition grave. En moyenne, ils ne peuvent se permettre de consommer que 1 800 kilocalories environ par jour, alors que la ration journalière moyenne recommandée est d'environ 2 300 kilocalories.

Le présent programme de pays se fonde sur le schéma de stratégie de pays (SSP) approuvé par le Conseil d'administration en mai 2000, sur les résultats d'un processus de consultation de bénéficiaires, de représentants d'organismes des collectivités locales et du gouvernement, de donateurs et d'ONG, portant sur les stratégies du gouvernement, et enfin sur les enseignements tirés des activités précédentes. Le cycle et l'orientation du programme de pays sont harmonisés avec ceux du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

Le programme de pays a pour objet d'apporter des améliorations notables à la sécurité alimentaire et à la nutrition des ménages, pour plus de deux millions de ménages extrêmement pauvres, grâce à un ensemble d'interventions. Les stratégies qui seront appliquées sont les suivantes: i) améliorer le capital humain des ménages extrêmement pauvres, en particulier des femmes et des enfants, en apportant une alimentation complémentaire, associée à des activités d'éducation et de formation; ii) permettre aux ménages extrêmement pauvres, et en particulier aux femmes de ces ménages, de constituer une base d'actifs durables grâce à des activités rémunératrices, grâce à la formation et à la sensibilisation; enfin, iii) renforcer la préparation aux catastrophes des collectivités les plus vulnérables par l'éducation et l'information, ainsi que par la création d'infrastructures à l'échelle de la collectivité permettant de créer des revenus et d'assurer une protection contre les catastrophes.

Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le présent programme porte sur les objectifs 1, 2, 3 et 4, au moyen de trois activités:

1. L'activité existante de développement en faveur des groupes vulnérables (DGV) sera consacrée au premier chef aux activités rémunératrices pour les femmes vulnérables et aux interventions en matière de nutrition, mises en œuvre dans le cadre du programme national de nutrition.
2. L'activité nouvelle de sécurité alimentaire intégrée visera les communautés et les individus vulnérables des zones les plus exposées à l'insécurité

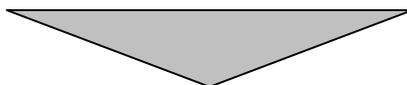


alimentaire. Elle sera axée sur des interventions à assise communautaire permettant de renforcer les capacités de gagner un revenu, sur la préparation aux catastrophes, et sur des interventions en matière de nutrition.

3. L'activité existante de développement rural (DR) soutiendra la préparation aux catastrophes par des activités vivres-contre-travail (VCT) destinées à renforcer et à entretenir des talus dans les régions à forte insécurité alimentaire où vivent de nombreux ménages vulnérables. Ces activités seront progressivement incluses dans les interventions de sécurité alimentaire intégrée.

Une grande importance sera accordée à l'éducation nutritionnelle, à la fourniture de suppléments nutritionnels, à l'enrichissement des aliments et à la production locale d'aliments composés. Le rôle des femmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition recevra une attention particulière, pour respecter les Engagements du PAM en faveur des femmes; 80 pour cent des ressources seront directement consacrées aux femmes, aux adolescentes et aux fillettes. La participation communautaire, ainsi qu'une participation plus importante des autorités locales et des ONG, seront un objectif permanent. Le ciblage des personnes les plus vulnérables revêtira une importance cruciale; pour ce faire, on utilisera la méthode d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) tout en renforçant encore les relations de partenariat avec les organismes des Nations Unies et les organisations bilatérales. La stratégie du programme de pays prévoit aussi d'améliorer les connaissances sur l'insécurité alimentaire, les analyses de politique fondées sur l'ACV et la défense des personnes extrêmement pauvres. Le Directeur exécutif du PAM recommande au Conseil d'administration d'approuver le présent programme de pays de cinq ans (2001–2005) pour un montant de 169 051 000 dollars représentant la totalité des coûts opérationnels directs, sous réserve de la disponibilité des ressources. Le Conseil est aussi prié de prendre note d'un montant additionnel de 21 858 000 dollars, nécessaire pour des activités supplémentaires.

Projet de décision



Le Conseil approuve le programme de pays pour le Bangladesh (2001-2005) (WFP/E.3/2000/7).



ORIENTATION STRATEGIQUE: L'INSECURITE ALIMENTAIRE, LA PAUVRETE ET LA FAIM

Les pauvres qui souffrent de la faim: réponses prioritaires à leurs besoins

Insécurité alimentaire, pauvreté et vulnérabilité à l'échelon national et des ménages

1. Malgré les progrès importants accomplis sur plusieurs fronts socio-économiques, le Bangladesh demeure l'un des plus vulnérables de tous les pays les moins avancés. Au cours des dernières décennies, il a réussi à réduire le taux d'accroissement annuel de la population, qui a passé de 1,98 pour cent en 1991 à 1,5 pour cent en 1998. Au nombre des autres avancées, on peut citer la baisse du taux de mortalité infantile de 94 à 66 pour 1 000, la diminution du taux de mortalité maternelle de 470 à 440 pour 100 000 naissances vivantes, et l'allongement de l'espérance de vie (des hommes comme des femmes) de 56 à 58 ans (bilan commun de pays, 2000).
2. Pourtant, ces progrès sont limités par des facteurs négatifs: des catastrophes naturelles graves et fréquentes, le manque de terres et de moyens de production pour les populations rurales, de mauvaises pratiques nutritionnelles et des limitations institutionnelles au sein des organismes gouvernementaux d'exécution. Le résultat final est que près de 50 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de la pauvreté absolue, calculé sur la base d'une ration quotidienne minimale par habitant de 2 122 kilocalories (selon les données de l'Organisation mondiale de la santé). Près de 60 millions de personnes se trouvent ainsi dans une situation de précarité alimentaire.
3. On estime que 30 millions de Bangladeshis appartiennent à la catégorie des personnes extrêmement pauvres et consomment moins de 1 805 kilocalories par jour¹, alors même que l'OMS recommande un apport journalier moyen d'environ 2 300 kilocalories. Des facteurs tels que les catastrophes naturelles, les niveaux de salaires peu élevés, la perte de membres productifs de la famille et la composition des ménages placent ces familles et leurs communautés dans une situation de risque inacceptable et entraînent une malnutrition chronique.
4. Si la vulnérabilité s'explique en partie par les facteurs externes, l'appartenance sexuelle joue aussi un rôle. La condition et les droits des femmes sont particulièrement précaires au Bangladesh. Par rapport aux hommes, les femmes ont des rations nutritionnelles plus réduites, une espérance de vie plus courte et des salaires inférieurs. La plupart des ménages dirigés par une femme—qui représentent environ huit pour cent de toutes les familles rurales—appartiennent aux secteurs les plus pauvres de la société. La malnutrition est un grave problème: 52 pour cent des femmes ont un indice de masse corporelle inférieur à

¹ En se fondant sur des sources telles que l'étude de 1995/96 sur les dépenses des ménages et sur les études périodiques de surveillance nutritionnelle réalisées par Helen Keller International, on accorde une attention croissante aux personnes "extrêmement pauvres", c'est-à-dire les groupes qui occupent les derniers rangs dans les échelles de la pauvreté. Au Bangladesh, l'expression "personne extrêmement pauvre" est utilisée pour désigner les personnes qui ne disposent pas d'un revenu suffisant pour absorber ne serait-ce que la ration énergétique journalière minimale de 1 805 kilocalories. L'Institut d'étude du développement du Bangladesh a plaidé pour que soient utilisés ces indicateurs de l'apport énergétique, dont il considère qu'ils représentent des indicateurs supplétifs permettant de comprendre le phénomène de la pauvreté dans le pays, et le Bureau national de statistique du Bangladesh a donné suite à ces demandes.



18,5; près de 50 pour cent des enfants et des femmes enceintes souffrent de carence en fer, et 30 pour cent des nouveau-nés présentent une insuffisance pondérale². C'est cette transmission de la malnutrition chronique d'une génération à l'autre qui représente l'"urgence silencieuse" du Bangladesh. L'un des axes principaux du programme de pays prévu consiste à briser ce cercle vicieux au moyen d'un ensemble d'interventions plus complet que celles réalisées à ce jour.

5. Avant la révolution verte, les pratiques agricoles marginales, combinées aux inondations fréquentes et aux réseaux de transport déficients, causaient de graves problèmes en termes de disponibilités alimentaires. Au cours des 15 dernières années, la part relative des disponibilités alimentaires dans le problème de l'insécurité alimentaire au Bangladesh s'est progressivement réduite. Un système public de distribution alimentaire de grande ampleur, des importations privées, de meilleures liaisons de transports, une expansion dynamique et soutenue de la production de céréales alimentaires et un assouplissement des restrictions au commerce transfrontalier avec l'Inde sont autant de facteurs qui ont contribué à un approvisionnement stable en denrées de base au Bangladesh.
6. Les principaux problèmes liés à l'insécurité alimentaire au Bangladesh sont donc l'accès et l'utilisation. La plupart des travaux de recherche récents sur la sécurité alimentaire et la majeure partie des activités de planification des politiques dans le pays portent sur l'interaction de ces deux facteurs. Les principaux problèmes en matière d'accès sont les baisses de revenus saisonnières, les pertes soudaines de capital ou d'emploi dues aux inondations ou à l'érosion et l'état de privation chronique des personnes socialement vulnérables. Les problèmes d'utilisation comprennent les pratiques alimentaires—celles des mères en particulier—la dépendance excessive à l'égard des céréales par rapport à d'autres aliments, et les pressions qui incitent à utiliser le moindre revenu supplémentaire pour constituer des actifs.

STRATEGIES DU GOUVERNEMENT POUR AMELIORER LA SECURITE ALIMENTAIRE, LUTTER CONTRE LA PAUVRETE ET ATTENUER LES EFFETS DES CATASTROPHES

7. La politique gouvernementale d'atténuation de la pauvreté et le cinquième Plan quinquennal (1997–2002) reconnaissent la nécessité d'une conception du développement favorable aux pauvres comme condition préalable à la croissance économique. Le projet de politique nationale globale sur la sécurité alimentaire comprend un ensemble de stratégies qui abordent tous les aspects de la sécurité alimentaire: la disponibilité, l'accès et l'utilisation. Pourtant, même si l'atténuation de la pauvreté figure en bonne place dans les politiques gouvernementales, les programmes en la matière n'ont pas réussi à réduire de manière notable le nombre absolu de personnes extrêmement pauvres ni le nombre de personnes souffrant de dénutrition grave et modérée.
8. Conscient de ce fait, le gouvernement a adopté dernièrement des politiques qui font une place plus importante à la nutrition, comme cela ressort de la politique nationale de la nourriture et de la nutrition et du plan d'action national pour la nutrition. Le projet national de nutrition, qui bénéficie de l'appui de la Banque mondiale, de l'UNICEF et du PAM, a été conçu pour limiter la malnutrition et pour renforcer les interventions axées sur la nutrition destinées aux pauvres et aux familles victimes de l'insécurité alimentaire. Le

² H. B. Perry 2000, MWCA 1997.



projet sectoriel en cours sur la santé et la population soutient des objectifs liés à la nutrition.

9. Le gouvernement mène une gamme d'activités de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets, qui comprennent l'entretien de systèmes d'alerte avancée en cas d'inondation, de cyclone, de raz-de-marée et de sécheresse, la construction d'abris contre les cyclones et les inondations et de talus, ainsi que des activités de boisement le long des talus. Les réserves, maintenues à trois mois de consommation de céréales alimentaires, ainsi qu'un système de distribution opérationnel de vivres, d'eau, de médicaments et d'autres biens de première nécessité, ont fait la preuve de leur utilité.
10. Le Forum de développement des donateurs du Gouvernement du Bangladesh, qui s'est tenu à Paris en mars 2000, a recommandé d'accroître l'efficacité et la rentabilité, d'améliorer le ciblage régional des zones les plus pauvres et les systèmes de suivi pour tous les programmes d'éradication de la pauvreté.

Politique du gouvernement en matière d'aide alimentaire

11. Le gouvernement met l'accent sur la nécessité constante d'aide et de secours alimentaires, d'activités de redressement et de développement, tout en reconnaissant la nécessité d'utiliser l'aide alimentaire de manière diversifiée et centrée sur les besoins de la population. Il soutient des programmes de développement assortis d'une aide alimentaire tels que vivres-contre-travail (VCT), vivres-contre-éducation et développement en faveur des groupes vulnérables (DGV), ainsi que des programmes de secours et de redressement tels que l'alimentation des groupes vulnérables et les secours gratuits.

EVALUATION DES ACTIVITES PASSEES ET PRESENTES DU PAM

12. Outre ses ressources multilatérales, le bureau du PAM au Bangladesh coordonne l'utilisation de contributions fournies à parts égales par le gouvernement et par les donateurs bilatéraux. Il gère aussi des quantités croissantes de ressources non alimentaires qui complètent les activités bénéficiant d'une aide alimentaire, renforçant par là leur efficacité. Le PAM a joué un rôle important d'avocat des personnes extrêmement pauvres, et il a contribué à sensibiliser davantage les milieux de l'aide au développement au sort des plus pauvres d'entre les pauvres.
13. Le ciblage de l'activité du programme de DGV a été axé sur une catégorie particulière de personnes, à savoir les femmes vulnérables, grâce à la participation des comités locaux des conseils (*Parishad*) constitués au niveau des unions³. Le choix des participants a été fait en fonction d'une liste de critères socio-économiques définis. Diverses études, aussi bien indépendantes que réalisées par le PAM, ont montré que ce mécanisme de ciblage avait atteint ses objectifs.
14. La distribution de cartes DGV qui permettent aux femmes d'obtenir la ration mensuelle de vivres a été effectuée jusqu'ici en utilisant une carte de répartition des ressources mise

³ La structure administrative du Bangladesh comprend des divisions, des districts, des sous-districts, des unions et des villages. Des organes exécutifs sont élus à l'échelon des unions et des sous-districts, et il est prévu de mettre en place des *Gram Parishad* (conseils de village) ainsi que des *Zilla Parishad* (conseils de district). Les *Parishad* constitués au niveau des unions se composent de 12 membres élus, dont trois doivent être des femmes, et dont l'un des membres assume la présidence. Les *Parishad* au niveau des sous-districts regroupent tous les présidents des *Parishad* des unions, plus un président de sous-district.



au point par le PAM et le gouvernement en 1997. Selon cette carte, 85 pour cent des ressources affectées aux activités de DGV sont actuellement attribuées à des zones d'insécurité alimentaire "très forte" ou "forte". Comme la carte se fonde essentiellement sur des données remontant à 1991, un réexamen de la répartition des ressources dans l'activité de DGV devra être effectué, suivant les résultats de l'ACV.

15. Les études extérieures sur le DGV et les analyses longitudinales d'impact réalisées jusqu'à deux ans après la fin du cycle de soutien DGV ont montré des résultats positifs en matière de développement, reflétés dans des indicateurs tels que les revenus en espèces, l'apport énergétique tiré de céréales alimentaires, la scolarisation des enfants et la mobilité des femmes. L'intégration des femmes bénéficiant des activités de DGV dans les programmes de développement traditionnels des ONG a contribué à ce que le programme produise des effets durables pour les bénéficiaires. Avec un apport en espèces de 165 dollars par femme⁴, l'activité de DGV peut être considérée comme présentant un bon rapport coût-efficacité. Toutefois, comme cet aspect n'avait pas été intégré à la conception originelle du projet, aucun effet statistique significatif n'a été relevé en ce qui concerne l'état nutritionnel des femmes.
16. Le ciblage dans l'activité de programme de DR était fondé sur le plan national de développement du gouvernement et sur la nécessité stratégique d'apporter des améliorations aux infrastructures publiques, en premier lieu les routes et les talus de protection contre les inondations. Le programme comprenait aussi des volets plus réduits pour le développement de la pêche et de la foresterie. Les infrastructures créées ont contribué à la sécurité alimentaire des communautés et des familles rurales par la protection des terres agricoles contre les inondations et par l'amélioration du réseau de routes rurales. Les ménages individuels ont bénéficié de transferts alimentaires et de créations d'emplois, ainsi que d'éléments d'infrastructure d'échelle plus réduite, comme la remise en état d'étangs piscicoles et la plantation d'arbres en bordure des routes. Bien entendu, les infrastructures plus importantes ont répondu non seulement aux besoins des pauvres, mais aussi, dans une large mesure, aux habitants moins démunis. Un salaire composé en majeure partie (70 pour cent) de vivres a conduit à la vente de produits par certains participants aux activités VCT. En outre, les activités VCT n'étaient pas suffisamment axées sur les personnes ou sur le développement humain, bien que les ONG s'occupent de plus en plus de fournir des services de développement humain aux bénéficiaires. Tous ces facteurs ont conduit à la mise au point d'une nouvelle stratégie pour une réduction progressive de l'aide du PAM à l'activité de DR et à la mise en place d'une nouvelle activité de programme (sécurité alimentaire intégrée) qui s'appuie sur les points forts de la méthode de DR.
17. Bien que le programme actuel du PAM soit clairement axé sur le développement, on peut remarquer que dans une certaine mesure, les partenaires gouvernementaux—qu'il s'agisse des collectivités locales ou du pouvoir central—continuent à percevoir l'aide alimentaire comme de la charité. Le PAM et ses partenaires doivent continuer à plaider contre cette conception erronée et en faveur de la notion d'une aide alimentaire qui constitue un outil de développement.
18. Dans le programme de pays précédent, 73 pour cent du total des ressources étaient ciblées sur les femmes. Les participantes des activités de DGV étaient toutes des femmes; les actifs créés ont bénéficié à des femmes et étaient entièrement entre leurs mains. La

⁴ 50 dollars pour la nourriture et 115 dollars pour les coûts des mesures de développement et des services de gestion.



participation des femmes aux activités de DR a notablement augmenté au cours des dernières années, pour atteindre 46 pour cent en 1999. Près de 40 pour cent des actifs de DR créés ont bénéficié à des femmes. Toutefois, l'impact sur la charge de travail des femmes, sur les soins aux enfants, etc., dans les activités VCT, n'a pas à ce jour reçu suffisamment d'attention. En outre, on n'a pas suffisamment mis l'accent sur le renforcement de la participation des femmes à la gestion des programmes et à la prise de décisions. Ce n'est que dernièrement que les femmes élues membres des *Parishad* des unions se sont vu accorder le droit de désigner 50 pour cent des bénéficiaires des activités de DGV.

19. Le PAM collabore intensément avec d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux, ainsi qu'avec des ONG comme organismes d'exécution, par des activités conjointes et par des échanges d'informations. Les donateurs bilatéraux ont financé à ce jour environ un tiers du programme soutenu par le PAM. Les partenaires de développement ont compris que les plus pauvres d'entre les pauvres au Bangladesh échappaient, pour la plupart, aux programmes de développement de type traditionnel. Les activités de collaboration du PAM avec d'autres partenaires utilisent l'aide alimentaire comme un outil pour toucher ces personnes les plus pauvres et comme une aide pour leur permettre de bénéficier du développement général.
20. En 1998 et 1999, le PAM a joué un rôle essentiel dans la coordination d'un grand programme de secours lancé après les inondations. Il a mobilisé 360 000 tonnes de céréales alimentaires à titre d'aide de secours pour environ quatre millions de familles. La vitesse de réaction et le ciblage efficace ont permis de prévenir une famine massive et des troubles sociaux.

ORIENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS ET CIBLAGE

Buts et objectifs du programme de pays et principaux secteurs d'assistance

21. L'objectif du programme de pays consiste à apporter des améliorations durables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition pour quelque 2,15 millions de ménages par une combinaison d'interventions. Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le programme de pays du Bangladesh porte sur les objectifs 1, 2, 3 et 4 par la mise en œuvre de trois activités de programme. Les objectifs visés sont les suivants:
 - 1) Permettre aux jeunes enfants et aux femmes enceintes et allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes.
 - 2) Permettre aux familles pauvres, et en particulier aux femmes de ces familles, d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation.
 - 3) Permettre aux familles pauvres, en particulier à celles dirigées par une femme, d'acquérir des actifs et de les conserver.
 - 4) Atténuer les effets des catastrophes naturelles et renforcer la préparation aux catastrophes dans les régions susceptibles de connaître des inondations et des cyclones fréquents.
22. Le programme de pays sera réalisé par trois activités de programme:



- 1) L'activité de programme de DGV existante, qui vise déjà les objectifs 1 et 3 de la politique visant à favoriser le développement, sera encore élargie. Elle se concentrera sur les activités génératrices de revenus pour les femmes vulnérables et sur les interventions de nutrition mises en œuvre dans le cadre du programme national de nutrition (objectifs 1, 2 et 3 de la politique visant à favoriser le développement).
- 2) Une nouvelle activité de programme, portant sur la sécurité alimentaire intégrée, visera les communautés et les personnes vulnérables dans les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire. Elle sera ciblée sur des interventions à assise communautaire améliorant les aptitudes à gagner un revenu, sur la préparation aux situations de catastrophe et sur les interventions en matière de nutrition (objectifs 1, 3 et 4 de la politique visant à favoriser le développement).
- 3) L'activité existante de DR soutiendra la préparation aux catastrophes par des activités VCT d'amélioration et d'entretien de talus dans les régions de forte insécurité alimentaire comptant un grand nombre de ménages vulnérables. Ces activités seront progressivement intégrées à celles qui visent la sécurité alimentaire intégrée (objectifs 1, 2 et 3 de la politique visant à favoriser le développement).

L'accent placé sur le développement humain représente un élément d'intégration important entre ces trois activités. Pour la première fois, des critères nutritionnels seront utilisés pour identifier les groupes cibles spécifiques et les interventions correspondantes. Les synergies entre les trois activités seront encore renforcées par l'introduction d'une démarche de programmation et de suivi à l'échelle d'une zone entière.

23. La phase initiale du cycle de programme comprendra un processus de changement marqué par la mise en place de l'activité de sécurité alimentaire intégrée et par le retrait progressif du DR. La décentralisation du bureau de pays du PAM et l'institutionnalisation de l'ACV viendront appuyer cette transition. Des partenariats avec d'autres donateurs mobiliseront le soutien technique et financier complémentaire nécessaire pour atteindre les résultats visés en matière de développement.
24. La valeur nutritionnelle des rations alimentaires sera progressivement accrue. De la farine de blé enrichie, des aliments composés, des légumineuses et d'autres produits seront fournis en fonction des besoins et des possibilités. L'éducation nutritionnelle sera renforcée dans toutes les activités de programme, tandis que l'aide alimentaire sera combinée avec l'appui au développement humain pour combattre de manière globale l'insécurité alimentaire et la malnutrition.
25. Les communautés participeront à la planification, à l'exécution, au suivi et à l'évaluation des activités de programme. Les ressources de l'activité de sécurité alimentaire intégrée seront confiées aux pouvoirs locaux (unions et sous-districts) plutôt qu'aux institutions du gouvernement central. Les ONG et les autres organisations locales rempliront des fonctions essentielles d'appui et d'encouragement.

Groupes et régions cibles

26. L'aide alimentaire sera fournie aux personnes dont les besoins sont les plus grands et qui pourront en faire le meilleur usage. Les femmes et les enfants représentent le principal groupe cible du programme de pays. Plus de 80 pour cent des participants du programme seront des femmes.
27. Le ciblage fondé sur l'ACV a contribué à identifier les régions auxquelles le PAM a l'intention de consacrer la majeure partie des ressources alimentaires dont il dispose pendant la période du programme de pays (voir carte à l'annexe V). Le ciblage régional



sera encore affiné en fonction des résultats de la prochaine enquête sur les dépenses des ménages. Les zones d'intervention au sein des régions identifiées seront définies grâce aux analyses existantes et futures de la vulnérabilité. On recourra au ciblage fondé sur l'ACV ainsi qu'au ciblage à assise communautaire pour identifier les groupes et les personnes les plus vulnérables à l'échelon local et pour choisir les interventions les plus appropriées pour eux.

28. Pendant la période du programme de pays, les ressources du PAM seront de plus en plus concentrées sur les zones, identifiées au moyen de l'ACV, où l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité sont les plus fortes.

Coopération avec les organismes des Nations Unies, les autres donateurs et les ONG

29. La collaboration avec la Banque mondiale, l'UNICEF, le PNUD, le FIDA, la Commission européenne (CE), l'Agence internationale des Etats-Unis pour le développement (USAID), l'Agence australienne pour le développement international, l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), l'assistance bilatérale de la France, de grandes ONG nationales et des ONG locales d'envergure plus réduite, est en cours ou a déjà été décidée pour l'avenir, tandis que la collaboration avec d'autres organismes bilatéraux (tels que le Département du développement international au Royaume-Uni, l'Agence canadienne de développement international, l'Agence japonaise de coopération internationale et la Direction du développement et de la coopération (Suisse), ainsi qu'avec des ONG internationales (comme CARE ou *Save the Children Fund*) est en cours. On trouvera plus bas des informations plus détaillées à cet égard.
30. Le cycle du programme de pays est harmonisé avec celui du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

Récapitulatif des activités du programme

31. Les activités prévues, leur niveau de ressources et le nombre respectif de participants du programme, ainsi que le nombre total de bénéficiaires de l'aide alimentaire tout au long du cycle de programme de pays, sont les suivants:



Activité de programme	Quantité de produits en équivalents valeur blé (tonnes)	Répartition par activité (%)	Nombre de femmes participant au programme (% du nombre total de participants)	Ménages bénéficiaires	Nombre estimé de bénéficiaires par ménage ¹	Nombre total de bénéficiaires de l'aide alimentaire ²
Activité 1: DGV	462 000	57	1 050 (100%)	1 054 500	4,5	4 745 250
Activité 2: sécurité alimentaire intégrée	225 000	28	520 (66,6%)	781 800 ²		2 501 760
Activité 3: DR	113 000	15	155 (50%)	311 000	4,5	1 399 500
Total	800 000	100	1 730 (80,6%)	2 147 300		8 646 510

¹ Calculé par le bureau de pays sur la base des profils de ménages bénéficiaires.

² Sous "sécurité alimentaire intégrée", ce chiffre désigne le nombre de personnes qui reçoivent directement des vivres. Le paragraphe 73 décrit les diverses catégories de bénéficiaires. Certains d'entre eux reçoivent des vivres sous forme de ration individuelle (par exemple les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes), tandis que d'autres reçoivent des rations familiales (femmes suivant une formation et personnes engagées dans des activités vivres-contre-actifs).

ACTIVITES DU PROGRAMME DE PAYS

Ressources et processus d'élaboration du programme de pays

32. Les trois activités de programme sont soutenues conjointement par des ressources gouvernementales, multilatérales et bilatérales. La contribution multilatérale du PAM au programme est estimée à 800 000 tonnes d'équivalent valeur blé, dont 710 000 tonnes sont inscrites au budget au titre du programme de base et 90 000 tonnes en tant que programme supplémentaire, à condition que ces ressources supplémentaires soient mises à disposition. Le budget du PAM pour les activités de programme de base se compose de coûts opérationnels directs de 14 247 000 dollars et de coûts d'appui indirects pour un montant de 12 232 000 dollars. Le budget du PAM pour les activités de programme supplémentaires se compose de coûts opérationnels directs de 18 436 000 dollars, de coûts d'appui directs de 1 840 000 dollars et de coûts d'appui indirects de 1 582 000 dollars. Les coûts du PAM pour les activités de programme de base et supplémentaires se montent à 190 909 000 dollars. Le nombre de ménages participants est estimé à environ 2,15 millions sur la période de cinq ans (avec un nombre total de bénéficiaires d'environ 8,6 millions)⁵.
33. Les ressources consacrées par le gouvernement au programme sont estimées à environ 650 000 tonnes d'équivalent valeur blé, dont 300 000 tonnes de blé en nature pour le DGV et 350 000 tonnes sous forme de liquidités (c'est-à-dire 50 millions de dollars sur cinq ans) pour le DR et la sécurité alimentaire intégrée. Les contributions bilatérales supplémentaires potentielles aux trois activités de programme sont estimées à environ 500 000 tonnes

⁵ En outre—mais en dehors du cadre de la planification du programme de pays—le PAM administrera des ressources bilatérales et fournira des vivres à l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) actuellement en cours, ainsi qu'à d'éventuelles interventions futures de secours et de reconstruction.



d'équivalent valeur blé. Le PAM est disposé à transmettre, en partie ou en totalité, les contributions supplémentaires aux trois activités de programme au nom des donateurs bilatéraux.

34. La répartition des ressources entre les activités a été ajustée en respectant les recommandations formulées par le Conseil d'administration au sujet du SSP. Le désengagement progressif du DR et l'introduction graduelle des activités de sécurité alimentaire intégrée seront entrepris à un rythme mesuré, afin de ne pas compromettre l'efficacité des activités de programme. En outre, la part des ressources attribuée à l'activité de DGV a été augmentée afin de renforcer l'accent sur la nutrition du programme de pays et pour répondre aux exigences de la collaboration entre le programme national de nutrition et les activités de DGV, pour laquelle un contrat a été signé en juin 2000 avec la Banque mondiale et le gouvernement. Les ressources seront réparties entre les activités de programme de la manière suivante:

2001: DGV 50 pour cent, sécurité alimentaire intégrée 10 pour cent, DR 40 pour cent;

2002: DGV 60 pour cent, sécurité alimentaire intégrée 20 pour cent, DR 20 pour cent;

2003: DGV 60 pour cent, sécurité alimentaire intégrée 30 pour cent, DR 10 pour cent;

2004: DGV 60 pour cent, sécurité alimentaire intégrée 40 pour cent;

2005: DGV 60 pour cent, sécurité alimentaire intégrée 40 pour cent.

Activité de programme 1: développement en faveur des groupes vulnérables (DGV)

Analyse du problème, orientation stratégique et objectifs

35. La pauvreté et la malnutrition touchent les femmes et les filles dans une mesure beaucoup plus grande que les hommes et les garçons. Les ménages dirigés par une femme sont parmi les groupes les plus vulnérables de la société. L'activité de DGV répond à ce problème. Lancée par le PAM et ses organisations partenaires, elle est devenue une réussite exemplaire éclatante, en permettant à des femmes extrêmement pauvres de commencer à s'arracher à une misère abjecte. Sa stratégie se fonde sur la combinaison d'une aide alimentaire répartie sur une période de 18 mois (on parle de "cycle de DGV"), combinée avec:
- un appui au développement, sous forme de formation technique, de sensibilisation (à des questions sociales, légales, de santé et de nutrition), d'alphabétisation de base et de cours de calcul élémentaire ainsi que d'appui à une petite épargne mensuelle obligatoire et de soutien au crédit;
 - intégration des femmes concernées par les activités de DGV aux programmes de développement habituels des ONG, pour assurer la durabilité des résultats de développement et pour fournir aux femmes des occasions d'améliorer encore leurs moyens d'existence après le terme de la période d'aide alimentaire.
36. L'activité de DGV renforcera l'accent placé sur la nutrition pour faire en sorte que les réussites socio-économiques se traduisent par une amélioration de l'état nutritionnel des femmes et de leurs enfants.
37. Les objectifs du DGV sont les suivants:



- a) améliorer les capacités de gagner un revenu et l'autonomie des femmes extrêmement pauvres et souffrant d'insécurité alimentaire afin d'assurer leur intégration aux programmes courants de développement;
- b) améliorer l'état nutritionnel des femmes et des enfants atteints de malnutrition.

Stratégie de mise en œuvre

38. Le DGV est un programme national, financé à parts à peu près égales par le PAM, par des donateurs bilatéraux et par le gouvernement. Toutes les ressources du PAM et des donateurs bilatéraux sont ciblées sur des zones d'insécurité alimentaire "forte" ou "très forte", tandis que le gouvernement consacre une partie de ses ressources à des zones moins touchées par l'insécurité alimentaire, mais pour atteindre des femmes non moins victimes de l'insécurité alimentaire. A l'avenir, la répartition des ressources totales sera axée davantage encore sur les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire, sur la base des résultats de l'ACV.
39. Les vivres du PAM seront attribués exclusivement à des zones où la nourriture donnée à des femmes concernées par le DGV est accompagnée d'un appui au développement. Les femmes membres des *Parishad* au niveau des unions, qui ont actuellement le droit de sélectionner 50 pour cent des femmes bénéficiaires des activités de DGV, joueront un rôle essentiel dans le choix des participants au programme.
40. L'activité de DGV comprend trois composantes: le DGV à l'échelon des *Parishad* des unions, qui est de loin la plus importante; les centres de formation pour les femmes; et les animatrices de groupe pour les agents de vulgarisation (AGAV). Le soutien du PAM à cette dernière composante va être graduellement retiré. Quant à l'appui aux centres de formation pour les femmes, il sera de plus en plus axé sur les besoins spécifiques des adolescentes.
41. L'appui du PAM à la composante AGAV va lui aussi être progressivement retiré. Les AGAV ont été institués en 1994 dans des zones où peu de services de développement étaient offerts et où ces agents pouvaient favoriser les liens entre les femmes bénéficiant des activités de DGV et les organismes traditionnels de développement. Des évaluations internes ont montré que les AGAV étaient sans doute devenues moins efficaces, avec le temps, que le nombre croissant d'ONG dans la composante DGV des *Parishad* des unions, puisque les ONG offraient une gamme bien plus large de services (y compris le microcrédit) et pouvaient offrir une aide aux femmes bénéficiant des activités de DGV au-delà de la période d'aide alimentaire.
42. Pour garantir que les améliorations apportées au statut socio-économique des femmes se traduisent en améliorations de l'état nutritionnel des femmes et de leurs enfants, des liens de collaboration seront noués entre l'activité de DGV et le projet national de nutrition soutenu conjointement par la Banque mondiale, l'UNICEF et le PAM. La collaboration s'attaquera à l'insécurité alimentaire de manière globale et veillera à ce que les services de nutrition du programme national conduisent à des effets durables parmi les femmes souffrant d'insécurité alimentaire. Les services de nutrition à assise communautaire du programme national de nutrition comprennent les éléments suivants:
- alimentation complémentaire des enfants de moins de deux ans souffrant de grave malnutrition et de problèmes de croissance, et des femmes enceintes et allaitantes touchées par la malnutrition;



- conseils en matière de nutrition et éducation sur les soins pour les femmes qui reçoivent une alimentation complémentaire dans les centres de nutrition communautaires;
 - surveillance de la croissance;
 - éducation nutritionnelle communautaire;
 - forum pour les adolescents et les couples de jeunes mariés;
 - services d'aiguillage des malades vers les prestataires de soins compétents.
43. En outre, le programme national de nutrition fournira des services de nutrition à l'échelle du pays entier, comme la promotion de l'allaitement maternel, des compléments de micronutriments et des activités de communication destinées à changer les comportements.
44. La phase 1 du programme s'étendra sur cinq ans et touchera 139 sous-districts (sur un total de 460). Les activités préparatoires de la phase 1 ont commencé en juillet 2000. Pour fournir des services de développement DGV et des services du programme national de nutrition à toutes les femmes souffrant d'insécurité alimentaire et de malnutrition dans les régions à forte insécurité alimentaire pendant une période donnée, le nombre de cartes de DGV attribué à certaines zones sera accru. Les liquidités supplémentaires nécessaires pour les services de développement fournis par les ONG seront fournies par le programme national de nutrition. Toutefois, l'augmentation du nombre de cartes de DGV dans les zones de collaboration entre le DGV et le programme national de nutrition sera réalisée avec prudence, pour éviter que les cartes n'entravent la prestation efficace des services.
45. Les comités des *Parishad* des unions choisiront les participants aux activités de DGV au moyen de critères bien définis. Le rôle des femmes qui siègent au sein des *Parishad* des unions dans ce processus sera renforcé. Un nouveau critère (femmes en âge de procréer (15-49 ans)) sera ajouté aux critères socio-économiques existants (propriété de terres; niveau, régularité et source de revenus; actifs productifs du ménage; aptitude à la formation en fonction de la forme physique, du potentiel de développement économique et social et de la volonté de travailler au sein d'un groupe; statut de membre d'ONG; femme chef de famille). Le programme national de nutrition identifiera les bénéficiaires au moyen de profils de ménages villageois. Ces profils seront aussi utilisés dans la sélection des bénéficiaires de DGV. Les femmes siégeant au sein des *Parishad* au niveau des Unions faciliteront ce processus.
46. Les coûts de l'ensemble de services de développement DGV seront entièrement couverts par d'autres donateurs: Banque mondiale, CE et donateurs bilatéraux. En plus du coût des services de développement dans l'intervention conjointe programme national de nutrition-DGV, la Banque mondiale fournit un appui important sous forme de crédits aux femmes bénéficiant des activités de DGV par l'intermédiaire d'ONG et d'institutions nationales de crédit. La CE va financer des services de développement d'ONG et des subventions combinant vivres et espèces à quelque 260 000 femmes bénéficiaires des activités de DGV.
47. Au moins 90 pour cent des femmes bénéficiant des activités de DGV participeront aux activités de développement, et environ 70 pour cent d'entre elles auront accès à des crédits. L'intégration des femmes aux programmes des ONG après la fin du cycle de soutien alimentaire sera renforcée. Les relations de partenariat avec les ONG d'envergure plus réduite sera intensifiée, mais le partenariat avec la Commission pour le développement rural du Bangladesh (BRAC), qui couvre à peu près 75 pour cent des femmes dans chaque cycle de DGV, sera maintenue au même niveau.



48. Afin d'améliorer la valeur nutritionnelle de la ration alimentaire, le blé concassé sera progressivement remplacé par de la farine de blé enrichie. L'USAID vise le même objectif pour le programme national vivres-contre-éducation. Le bureau de l'USAID à Dhaka et le PAM coopèrent, et le PAM lancera en 2000 un projet pilote. On envisage de distribuer à toutes les femmes bénéficiaires des activités de DGV de la farine de blé enrichie d'ici à 2005. Le coût de la mouture sera compensé par des contributions en nature.
49. Le Ministère de la condition féminine et de l'enfance, ainsi que son département, continueront à assumer la responsabilité de la gestion générale et de la coordination des activités de développement. Le Département des secours et de la reconstruction conservera la responsabilité de la gestion du blé. La collaboration avec le Ministère de la santé et de la protection de la famille dans les activités de collaboration DGV-programme national de nutrition sera entreprise par un groupe de gestion DGV-programme national de nutrition au sein du Département des questions féminines.

Rôle et modalités de l'aide alimentaire

50. Cette activité de programme concerne des femmes qui, de facto, échappent aux programmes ordinaires de développement en raison de leur insécurité alimentaire (en d'autres termes, il s'agit de femmes qui ont besoin de recevoir des vivres pour pouvoir se joindre à des activités de développement). Les femmes auront droit à 30 kilogrammes de blé par mois pendant une période de 18 mois dans le cadre de la composante DGV des *Parishad* des unions, et pendant 12 mois dans la composante DGV des centres de formation pour les femmes. Le volume de la ration de farine de blé enrichie sera d'environ 25 kilogrammes par mois, pour tenir compte des pertes encourues lors de la mouture. Les coûts de l'enrichissement et de l'emballage seront couverts par les coûts d'appui directs. La logistique pour la gestion de la farine de blé sera mise au point au début de la période du programme de pays.
51. Le PAM réévalue à l'heure actuelle l'efficacité de l'aide fournie dans la composante DGV des *Parishad* au niveau des unions, en ce qui concerne d'une part la durée du cycle (18 mois) et d'autre part le volume des rations de blé distribuées.

Participants et avantages escomptés

52. Pendant la période du programme, quelque 1,05 million de femmes recevront des services de développement DGV. Toutes les femmes souffrant de grave malnutrition et les enfants de moins de deux ans qui connaissent des problèmes de croissance, ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes touchées par la malnutrition, recevront une alimentation complémentaire dans les zones du programme national de nutrition. Cinq cents AGAV recevront des salaires composés de vivres et d'espèces.
53. Cette activité devrait apporter les avantages suivants: une amélioration des aptitudes des femmes à gagner un revenu, qui se reflétera dans le revenu, le nombre et le type d'activités rémunératrices; un degré d'autonomie accru des femmes, qui se reflétera, par exemple, dans leur mobilité; l'intégration des femmes aux programmes de développement des ONG au terme du cycle de DGV; enfin, l'amélioration des connaissances des femmes quant aux pratiques alimentaires. L'un des avantages attendus dans les zones de collaboration DGV-programme national de nutrition est une baisse de la malnutrition parmi les femmes et les enfants, telle qu'elle est reflétée par leur indice de masse corporelle.



Activité de programme 2: sécurité alimentaire intégrée

Analyse du problème, orientation stratégique et objectifs

54. L'activité de sécurité alimentaire intégrée est une méthode à assise locale qui a pour objet d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages. Elle se fonde sur les enseignements tirés des activités VCT et des autres activités de développement menées au Bangladesh et ailleurs. Par le passé, les programmes VCT ont été axés en premier lieu sur les infrastructures matérielles publiques, en n'insistant que peu ou pas du tout sur le renforcement des capacités humaines. Les programmes étaient formulés de manière centralisée et conçus sur une base sectorielle. Dans l'activité de sécurité alimentaire intégrée, les collectivités tiendront compte au premier chef des besoins et des possibilités des pauvres qui souffrent de la faim, et choisiront sur cette base les activités qui doivent être soutenues, ce qui conduira à une appropriation des activités de développement par la communauté, et à une durabilité accrue des résultats de ces activités. La participation des collectivités locales fera en sorte que les activités répondent aux besoins des zones locales et s'inscrivent dans les plans de développement local ou les complètent. La transmission des ressources aux organismes des pouvoirs locaux (unions et sous-districts) favorisera la mise en œuvre des plans de décentralisation du gouvernement, tout en dépendant de ce processus.
55. Bien que la pauvreté soit largement répandue au Bangladesh, les zones identifiées par une analyse récente d'ACV auront la priorité dans le ciblage pour la sécurité alimentaire intégrée. A l'échelon communautaire, la méthode de planification participative propre à cette activité visera les plus pauvres d'entre les pauvres, les femmes en particulier, pour les intégrer au processus de développement. Le développement assorti d'une aide alimentaire comprendra des activités destinées à renforcer, chez les personnes extrêmement pauvres, les capacités de gagner un revenu, de créer des actifs et de s'organiser.
56. La préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets, pour et par les personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire, font partie intégrante de la stratégie de sécurité alimentaire intégrée. Cette stratégie encouragera la définition de plans stratégiques immédiats et à long terme (intégrant la problématique hommes-femmes) de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets pour les communautés et les familles. Elle visera à prévenir la perte d'actifs parmi les personnes extrêmement pauvres au lendemain des catastrophes.
57. La microplanification pour une meilleure sécurité alimentaire s'attaquera à quelques-uns des facteurs sous-jacents qui sont à la base des niveaux élevés de malnutrition au Bangladesh et contribuera à une amélioration durable à plus long terme. Le problème immédiat de la malnutrition sera traité à court terme par des interventions d'alimentation complémentaire gérées à l'échelon communautaire (dans les zones où le programme national de nutrition n'est pas actif) pour des groupes vulnérables sur le plan nutritionnel à des périodes critiques de développement (jeunes enfants, adolescentes et mères enceintes et allaitantes).
58. Les objectifs de l'activité de sécurité alimentaire intégrée sont les suivants:
- permettre aux ménages et aux communautés extrêmement pauvres et à ceux qui sont dans l'insécurité alimentaire d'améliorer leurs capacités de gagner un revenu et leur degré de préparation aux catastrophes par la création d'actifs humains et matériels;
 - aider les groupes vulnérables à satisfaire leurs besoins nutritionnels.



Stratégie d'exécution

59. Dans le cadre d'une procédure de ciblage de premier niveau fondée sur l'étude de 1995 sur les dépenses des ménages, l'ACV a identifié des groupes de districts (voir la carte qui figure à l'annexe V) pour les interventions de sécurité alimentaire intégrée pendant la première phase du programme de pays. L'étude 2000 sur les dépenses des ménages permettra d'affiner encore le ciblage. Les sous-districts et les unions seront choisis au moyen de techniques d'évaluation rapide, en tenant compte de l'interaction complexe des facteurs sociopolitiques, économiques, physiques, saisonniers et liés à l'appartenance sexuelle. L'ACV sera utilisée comme outil flexible, tout au long de la période du programme, afin d'évaluer la situation globale en matière d'insécurité alimentaire dans le pays et dans les zones d'intervention. La répartition des ressources sera ajustée en fonction des résultats de l'ACV. Toutefois, étant donné la nature participative des activités de sécurité alimentaire intégrée, les zones sélectionnées seront soutenues pendant cinq ans au minimum, afin de garantir que les objectifs soient atteints.
60. Les activités de sécurité alimentaire intégrée seront axées avant tout sur le village. Les institutions et ONG locales qui se sont engagées à agir en faveur des personnes extrêmement pauvres, et en particulier avec les femmes, et qui ont les capacités nécessaires pour ce faire, soutiendront la mobilisation communautaire et la planification participative afin d'améliorer la sécurité alimentaire. La microplanification permettra de dresser une liste des activités bénéficiant d'une aide alimentaire, telles que les communautés elles-mêmes les auront identifiées. Ces listes seront dressées et révisées par des comités d'assistance à la sécurité alimentaire. Les comités des unions, puis ceux des sous-districts, approuveront les listes, et les bureaux régionaux du PAM assureront le suivi de ce processus et de ses résultats. Les comités des unions coordonneront le processus de planification, solliciteront des ressources après l'approbation des plans de développement des unions, et surveilleront l'exécution. Des équipes de facilitation à l'échelon des sous-districts aideront les comités d'assistance à la sécurité alimentaire des unions dans leurs activités, tout au moins au cours des premiers stades de l'activité de sécurité alimentaire intégrée. Le personnel des bureaux régionaux du PAM fournira une assistance générale, identifiera les partenaires locaux possibles pour les activités de sécurité alimentaire intégrée et assurera le suivi général de l'exécution.
61. Les communautés formeront des groupes d'utilisateurs pour la mise en œuvre des activités de sécurité alimentaire intégrée. Les contributions des communautés aux activités prévues comprendront un apport en main-d'œuvre, en matériaux locaux et en services de suivi et de gestion. Les fonctionnaires et les agents de vulgarisation du gouvernement des ministères compétents fourniront des conseils techniques ainsi que des services de soutien le cas échéant. Des fournisseurs de service appropriés, à l'échelon des sous-districts ou des districts, seront sélectionnés pour assurer le contrôle de la qualité et pour superviser les activités de mobilisation des communautés et de planification participative entreprises par les institutions ou les ONG actives à l'échelon de la communauté.
62. L'expérience acquise montre que dans la plupart des processus de planification participative, la nutrition n'est pas mue par la demande, essentiellement à cause d'une sensibilisation insuffisante; c'est pour cette raison que 30 pour cent des ressources de sécurité alimentaire intégrée seront attribuées spécifiquement aux activités de nutrition dans les plans de développement des unions. Une planification participative "axée sur les problèmes", venant compléter la planification participative pour les activités de sécurité alimentaire intégrée, permettra de faire en sorte que les questions de nutrition et les questions connexes soient incluses. Le pourcentage pourra être ajusté pendant la phase de mise en œuvre. Des fonds de développement communautaire et de gestion des catastrophes



seront créés à l'échelon des villages grâce à une partie des ressources des activités de sécurité alimentaire intégrée pour les activités imprévues, novatrices et post-catastrophe. La capacité des personnes de concevoir des outils organisationnels pour la planification précoce et des stratégies diversifiées pour faire face aux catastrophes sera renforcée.

63. Des principes directeurs relatifs aux types d'activité pouvant bénéficier d'un soutien seront préparés. Les activités devront être conformes aux plans locaux de développement. Elles couvriront diverses combinaisons d'interventions assorties d'une aide alimentaire, y compris, en fonction des besoins et des possibilités:
- alimentation complémentaire des enfants de six à 24 mois souffrant de malnutrition, ainsi que des femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition, liée à une éducation nutritionnelle pour susciter des changements de comportement;
 - activités de développement de l'enfant, y compris alimentation complémentaire et développement de la petite enfance pour les enfants âgés de six mois à six ans;
 - conseils et formation technique offrant des perspectives d'emploi et permettant d'améliorer la vie quotidienne pour les adolescentes, avec alimentation complémentaire;
 - alimentation à l'école pour l'enseignement primaire non traditionnel dans les zones où le taux de scolarisation des ménages extrêmement pauvres est peu élevé;
 - vivres pour permettre la constitution d'actifs, dans les ménages et les communautés, qui serviraient à créer des activités rémunératrices et à répondre à des besoins de préparation aux catastrophes (par exemple étangs piscicoles, plantation d'arbres, fermes surélevées, petits canaux de drainage et systèmes d'irrigation, abris communautaires, surélévation de zones centrales dans les collectivités, routes rurales reliant des collectivités, routes rurales reliant des villages, berges de cours d'eau et digues);
 - sensibilisation sur les questions de nutrition, de santé, sur les questions sociales et de préparation aux catastrophes, et formation technique pour les personnes extrêmement pauvres qui participent aux activités vivres-contre-actifs".
64. Des partenariats solides seront conclus avec d'autres donateurs et programmes gouvernementaux afin de garantir l'indispensable appui technique et financier complémentaire. Des activités pilotes sont entreprises pour mettre à l'épreuve la faisabilité et l'efficacité des nouvelles méthodes.
65. Les activités visant à favoriser la création d'actifs et les activités de formation pour les ménages et les communautés seront organisées, le plus souvent possible, pendant les périodes de soudure. Les bénéficiaires recevront un assortiment alimentaire de plus en plus complet, correspondant à leurs besoins nutritionnels. Des aliments composés enrichis avec des micronutriments seront utilisés pour l'alimentation complémentaire. Étant donné le lien étroit entre la nutrition et la santé, on cherchera à établir une collaboration avec les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux qui réalisent des programmes de santé et d'assainissement.
66. L'alimentation complémentaire dans le cadre des activités de sécurité alimentaire intégrée sera entreprise uniquement dans les zones non couvertes par le programme national de nutrition. L'organisation et la gestion relèveront de la responsabilité de la collectivité. L'alimentation complémentaire sera fournie aux enfants âgés de six à 24 mois victimes de malnutrition, ainsi qu'aux femmes enceintes et allaitantes, sous forme de rations à emporter. La fréquentation régulière de cours d'éducation nutritionnelle sera une



condition pour recevoir le complément alimentaire. Des agents villageois de promotion de la nutrition, désignés par la communauté, seront formés à la sélection des bénéficiaires et aux méthodes d'apprentissage participatif. Les comités d'usagers ainsi que les institutions/ONG locales superviseront les agents villageois.

67. Les centres communautaires de formation et de nutrition seront un autre point d'entrée pour les activités de nutrition. Les enfants d'âge préscolaire de mères fréquentant ces centres recevront des aliments composés enrichis, grâce à des services d'alimentation sur place, associés à des activités de développement de la petite enfance. Les adolescentes sélectionnées grâce à des critères et des mécanismes bien définis bénéficieront d'une formation et d'une alimentation complémentaire sur place. Le PAM collaborera étroitement avec l'UNICEF et avec d'autres partenaires pour mettre au point et mettre en œuvre ces activités. Un projet existant, géré par le département des questions féminines, qui soutient actuellement des centres communautaires de formation technique pour femmes démunies, sera utilisé comme organe de gestion de cette composante. Dans les zones d'activités de sécurité alimentaire intégrée dépourvues de centres communautaires de formation et de nutrition soutenus par le département des questions féminines, on recourra à d'autres centres (par exemple administrés par des ONG).
68. La division des collectivités locales du Ministère des collectivités locales, du développement rural et des coopératives sera responsable de la gestion et de la coordination générales des activités de sécurité alimentaire intégrée à l'échelle nationale. La division présidera un comité directeur composé de représentants de tous les ministères d'exécution concernés. Des comités d'assistance à la sécurité alimentaire, présidés par le représentant des collectivités locales, seront créés à l'échelon des districts, des sous-districts et des Unions pour coordonner l'activité de programme et pour veiller à ce que les plans en matière de sécurité alimentaire intégrée soient conformes aux plans de développement des sous-districts et des districts. La structure de gestion de l'activité de sécurité alimentaire intégrée sera adaptée conformément aux modifications de structure, au sein du gouvernement, dues aux plans de décentralisation. La participation des femmes aux comités à tous les échelons et pendant toutes les phases de l'activité de programme sera encouragée.

Rôles et modalités de l'aide alimentaire

69. Les personnes les plus pauvres, dans les zones concernées par les activités de sécurité alimentaire intégrée, ont besoin d'avoir directement accès à la nourriture pour pouvoir participer à n'importe quelle forme de développement. L'aide alimentaire sera utilisée sous forme de complément nutritionnel (pour les femmes, les enfants et les adolescentes touchés par la malnutrition), pour permettre aux bénéficiaires de participer aux éducations de formation et d'éducation et comme mesure d'incitation aux communautés pour qu'elles mobilisent leurs propres ressources afin de créer de petites infrastructures.
70. Le blé sera utilisé comme incitation à participer aux activités vivres-contre-actifs. En outre, le gouvernement fournira des incitations en espèces de valeur équivalente. La contribution actuelle du gouvernement (10 millions de dollars par an aux activités VCT du PAM) sera sans doute suffisante à cette fin.
71. Le PAM étudie les possibilités de production locale d'aliments composés. Jusqu'au moment où la production pourra démarrer et satisfaire la totalité de la demande pour les activités de sécurité alimentaire intégrée, ces aliments seront importés. Le blé continuera à être distribué par le système public de distribution du gouvernement, comme c'est le cas actuellement, mais de nouvelles modalités seront définies pour la distribution de nouveaux



produits tels que les aliments composés, les légumineuses, etc. Les participants recevront d'autres produits, en fonction des besoins et des possibilités.

72. Les communautés choisiront les activités à soutenir. Il est impossible, au stade actuel, d'indiquer le détail de la répartition des ressources selon les types d'activité; les ressources des activités de sécurité alimentaire intégrée sont donc calculées en équivalents valeur blé.

Participants et avantages escomptés

73. Pendant la période du programme de pays, l'activité de sécurité alimentaire intégrée aura 781 800 bénéficiaires directs de vivres, dont:
- 175 200 enfants qui recevront des aliments complémentaires et participeront à des activités de développement de la petite enfance;
 - 30 000 adolescentes et 60 000 femmes qui recevront des aliments complémentaires et une formation;
 - 83 600 femmes enceintes et allaitantes qui recevront une alimentation complémentaire et une éducation nutritionnelle;
 - 433 000 personnes qui participeront à des activités vivres-contre-actifs.
74. Les avantages escomptés comprennent: une amélioration des capacités de gagner un revenu et des capacités de préparation aux catastrophes des ménages et des communautés; de meilleures connaissances sur les questions de nutrition et les bonnes pratiques alimentaires; un meilleur état nutritionnel des bénéficiaires; enfin, la création d'infrastructures pour les ménages et les communautés. Outre ces résultats directement liés au programme, les activités de sécurité alimentaire intégrée devraient contribuer au renforcement des aptitudes et des capacités organisationnelles des collectivités, à une transparence et une responsabilité financière accrues des pouvoirs locaux (unions et sous-districts) et des ONG, à une meilleure coordination entre les programmes visant à atténuer la pauvreté aux échelons locaux; au renforcement de la collaboration entre les pouvoirs publics et les ONG, et au renforcement des efforts de décentralisation du gouvernement.

Activité de programme 3: développement rural (DR)

Orientation stratégique et objectifs

75. L'activité de programme de DR, avec ses activités traditionnelles basées sur l'infrastructure sectorielle et des activités VCT planifiées de manière centralisée, sera progressivement réduite et concentrée dans des zones d'activité de sécurité alimentaire intégrée, où elle viendra soutenir des infrastructures indispensables au succès durable d'activités de développement pour les personnes extrêmement pauvres. Les activités VCT qui appuient les actifs des ménages et des communautés seront renforcées par des activités participatives de planification et de mise en œuvre. Les composantes de renforcement des capacités humaines seront aussi renforcées.
76. Les objectifs de l'activité de DR sont les suivants:
- a) fournir des vivres et des emplois aux personnes extrêmement pauvres et aux personnes touchées par l'insécurité alimentaire dans les zones où ce problème est très marqué, pendant les périodes où les besoins sont particulièrement aigus et afin d'améliorer leur potentiel de développement humain;



- b) créer des infrastructures rurales et des actifs communautaires pour atténuer les effets des catastrophes afin de soutenir les acquis du développement pour les pauvres souffrant de la faim.

Stratégie d'exécution

- 77. Pendant les trois premières années d'exécution de ce programme de pays, les participants au DR, et spécialement les femmes, bénéficieront de niveaux de plus en plus élevés d'activités de formation et d'éducation réalisées par des ONG. On s'efforcera tout particulièrement de permettre à ceux qui participent aux interventions VCT telles qu'entretien des routes et des talus d'être intégrés aux programmes traditionnelles des ONG qui fournissent des services. Seules seront soutenues les activités clairement axées sur le développement, dans lesquelles les participants retirent un avantage indiscutable de la distribution de rations alimentaires.
- 78. Les activités seront concentrées sur deux secteurs: l'eau et les routes. Dans le secteur des routes, seuls seront soutenus les projets de construction indispensables pour achever le réseau de routes reliant les centres de développement rural. Dans le secteur de l'eau, ce sont les projets qui présentent un potentiel élevé de protection des ménages et des communautés contre les catastrophes telles qu'inondations et cyclones qui recevront une attention prioritaire. Le volet entretien des routes et des talus, qui a montré son efficacité en matière de ciblage des femmes extrêmement pauvres, sera renforcé. Les activités d'appui dans les zones de forte insécurité alimentaire, sur la base des résultats de l'ACV, seront encore renforcées.
- 79. Les activités conjointes avec le FIDA et le GTZ seront poursuivies et incluses dans les activités de sécurité alimentaire intégrée, dans la mesure du possible et si cela est conforme à la stratégie de ces activités au-delà de 2003.
- 80. Les activités VCT entreprises au titre du DR envisagent aussi l'inclusion d'une "ossature" d'infrastructures (talus et routes par exemple) qui est vitale pour la protection des communautés contre les catastrophes et qui améliore le développement économique. Le PAM collaborera avec le gouvernement et avec les donateurs pour mettre à disposition des ressources non alimentaires pour ces activités. La participation de la communauté sera garantie par la participation de groupes d'usagers à la planification et à la mise en œuvre de ces activités VCT.
- 81. La planification et l'exécution des activités dans les secteurs de l'eau et des routes continueront à relever des ministères d'exécution compétents: le Département des travaux publics des collectivités locales pour le secteur des routes et l'Office bangladaïsi du développement des ressources hydriques pour le secteur de l'eau.

Rôle et modalités de l'aide alimentaire

- 82. Les vivres sont à la fois un instrument de transfert de revenus et un outil favorisant le développement des participants. Le blé fourni remplit une fonction d'"autociblage", car seuls les plus pauvres d'entre les pauvres travailleront contre des vivres. Les niveaux de salaire seront fixés en tenant compte des conditions du marché local. Des salaires agricoles minimaux et le choix du moment opportun pour ces activités permettront d'éviter toute concurrence avec les activités agricoles.



Participants et avantages escomptés

83. Près de 311 000 personnes participeront aux activités VCT, qui généreront environ 20 millions de jours de travail. Le nombre de femmes et d'hommes participant aux activités VCT à court terme sera d'environ 191 000, tandis que 30 000 femmes participeront à des travaux d'entretien de routine tout au long de l'année, en bénéficiant d'un ensemble de services de développement fournis par des ONG, y compris l'octroi de crédits.
84. Les avantages escomptés pour les individus et pour les ménages comprennent la création d'emplois, en particulier pendant la période critique dite de soudure, la création d'actifs, une confiance accrue en ses propres possibilités et de meilleures capacités de gagner un revenu. Les avantages escomptés sur le plan communautaire comprennent la préparation aux catastrophes et la protection contre leurs effets, de meilleures installations de communication et un meilleur accès aux services sociaux de base. Les activités de DR contribueront à renforcer les activités économiques dans les zones rurales tout en permettant d'améliorer les possibilités d'emploi et la protection contre les catastrophes naturelles.

Activités de programme complémentaires

85. Outre les activités de programme de base, le programme de pays envisage la mise en œuvre d'un programme complémentaire élargissant la couverture du programme de base. De telles activités ne pourront être entreprises que si des ressources supplémentaires sont mises à disposition par les donateurs. Pour la répartition des ressources, on attachera une attention particulière aux zones identifiées grâce à l'ACV. Qui plus est, le bureau de pays étudiera, en fonction des ressources disponibles, les possibilités de programmes d'alimentation dans les écoles pour soutenir l'enseignement scolaire des degrés élémentaires et primaires, tout spécialement pour les fillettes.

GESTION DU PROGRAMME DE PAYS

Organisation du programme

86. Un comité d'étude conjoint de l'assistance à la sécurité alimentaire, à l'échelon national, coprésidé par la division de la programmation de la commission de planification et par le PAM, avec des membres des ministères concernés, passera régulièrement en revue les programmes bénéficiant de l'aide du PAM. A l'échelon des districts et des sous-districts, des comités correspondants suivront la planification et l'exécution régionale et locales.
87. La planification et l'exécution du nouveau programme de sécurité alimentaire intégrée, ainsi que le suivi intensif des activités du programme, seront facilités par une structure décentralisée du bureau du PAM, avec quatre bureaux régionaux.
88. Le renforcement de l'unité d'ACV existante permettra au PAM de cibler efficacement les zones et les groupes les plus vulnérables et de jouer un rôle crucial pour les questions de sécurité alimentaire au Bangladesh.



Exécution du programme

89. On trouvera à l'annexe IV un échéancier des activités de programme indiquant le nombre de bénéficiaires (l'annexe IV-A est fondée sur les ressources multilatérales, et l'annexe IV-B sur les ressources gouvernementales, bilatérales et multilatérales).

Renforcement des capacités et appui

90. Le PAM apportera un appui sous forme d'activités de conseil et de formation à ses partenaires d'exécution. Dans les activités de renforcement des capacités, une attention particulière sera accordée aux femmes membres des *Parishad* au niveau des unions, pour qu'elles se fassent les avocates des femmes extrêmement pauvres. Un projet de renforcement des capacités des collectivités locales et des ONG sera mis au point dans les zones concernées par les activités de sécurité alimentaire intégrée, en collaboration avec le gouvernement et avec d'autres donateurs.
91. Pour permettre des distributions de vivres de qualité aux bénéficiaires en temps opportun, il est essentiel de disposer d'un système public de distribution performant et maintenu en bon état de fonctionnement. La nécessité d'améliorer le fonctionnement de ce système gouvernemental est en cours d'évaluation; un projet d'appui à la gestion du système pourrait être mis au point pendant la période du programme de pays.
92. Le PAM continuera à couvrir 50 pour cent des coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM). Le taux actuel de TTEM de 40 dollars par tonne sera réexaminé une fois connue la composition du nouvel assortiment alimentaire. Le PAM pourrait fournir de l'huile végétale au lieu d'une contribution en espèces pour le TTEM si cette mesure présentait un rapport coût-efficacité positif pour le PAM, conformément à la pratique passée.

Suivi et évaluation du programme

93. Le suivi et l'évaluation seront entrepris de manière participative, avec les bénéficiaires, le gouvernement et les ONG partenaires, à l'échelon national, au niveau des districts et au plan local. Le PAM facilitera la préparation d'études de suivi périodiques avec les partenaires d'exécution afin de déterminer le degré de succès des activités de programme et pour identifier les domaines exigeant des renforcements ou des ajustements. Les collectivités identifieront une gamme d'indicateurs simples d'auto-suivi pour évaluer dans quelle mesure les objectifs de sécurité alimentaire des ménages et des communautés sont bien atteints, et dans quelle mesure les communautés et les personnes extrêmement pauvres participent bien au processus de développement.
94. Deux types de suivi seront entrepris: le suivi du programme et celui de la sécurité alimentaire. Le suivi du programme concernera les vivres et la logistique, le processus, l'efficacité et les résultats des activités de développement. Ce sont les partenaires d'exécution qui auront la responsabilité essentielle du suivi du programme. Le PAM fournira des conseils sur les procédures de suivi et il apportera un concours en matière de formation. Le suivi thématique et les techniques d'ACV seront appliqués à intervalles réguliers afin d'évaluer la situation en matière de sécurité alimentaire dans le pays entier et dans les zones visées.
95. Un cadre général pour l'évaluation du programme de pays, comprenant des études longitudinales et thématiques, sera mis au point. Une étude de référence sera entreprise pendant les phases initiales du programme de pays, et un examen à mi-parcours sera réalisé en 2003. Une évaluation finale pourrait être faite en 2005, en association avec des organismes de recherche.



96. Le suivi et l'évaluation reposeront sur un cadre logique axé sur les résultats. Les rapports se concentreront sur les résultats et fourniront des informations ventilées par sexe.

Préparation aux catastrophes et aux situations d'urgence

97. Les activités de préparation aux catastrophes font partie intégrante du programme. Elles ont pour objet de renforcer la sensibilisation à ces problèmes et les capacités de la population à concevoir des outils organisationnels pour la planification anticipée et pour des stratégies de défense diversifiées, ainsi que de créer des infrastructures rurales permettant d'atténuer les effets des catastrophes. Les communautés recevront une aide à la création de fonds de gestion des catastrophes et à la préparation de plans de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets.
98. Une unité distincte de préparation aux situations d'urgence a été créée au sein du bureau du PAM; elle a pour fonction de préparer des interventions d'urgence et d'assurer la coordination avec le gouvernement et avec les institutions donatrices multilatérales et bilatérales.

Problématique hommes-femmes

99. Le programme de pays prévoit que 80,6 pour cent environ des participants au programme seront des femmes, des enfants et des adolescentes (Engagement I du PAM en faveur des femmes). Le plan d'exécution assurera l'égalité d'accès et la pleine participation des femmes aux structures de pouvoir et de décision (Engagement II). Les activités connexes comprennent: le renforcement des responsabilités des femmes élues membres des *Parishad* au niveau des unions, des services de formation à la direction et à la gestion pour les femmes responsables de programme, et la sélection d'ONG ayant des politiques strictes en matière d'égalité hommes-femmes. Le partenariat avec le Ministère de la condition féminine en matière de DGV et la poursuite des efforts visant à renforcer les capacités de ce ministère et de son département contribueront au respect de l'Engagement II du PAM.
100. Le programme de pays répondra aux besoins fondamentaux des femmes en facilitant un accès égal aux ressources (vivres pour nutrition, éducation et formation), à l'emploi (vivres pour la création d'actifs), aux marchés et au commerce (Engagement III). Il générera et diffusera aussi des données et des informations ventilées par sexe aux fins de la planification et de l'évaluation (Engagement IV).

Activités de plaidoyer et connaissances

101. Le PAM continuera à assurer la coprésidence du sous-groupe consultatif local sur la sécurité alimentaire et la nutrition, de concert avec la FAO, afin de placer la sécurité alimentaire et les préoccupations des personnes extrêmement pauvres au centre des débats entre partenaires du développement. L'institutionnalisation de l'ACV permettra au PAM de jouer un rôle clé pour les questions de sécurité alimentaires au Bangladesh, et de cibler et concevoir efficacement ses activités.
102. Avec l'appui d'une unité spéciale au sein du bureau, le PAM plaidera en faveur des personnes extrêmement pauvres, de l'aide alimentaire et de ses activités en général. Une présence marquée dans les médias nationaux et locaux, ainsi que des discussions régulières, au sein de la communauté du développement au Bangladesh, sur les résultats des recherches consacrées aux personnes extrêmement pauvres et à l'aide alimentaire, viendront appuyer cette tâche.



PRINCIPAUX PROBLEMES ET RISQUES

103. Le succès du programme de pays, et en particulier de la nouvelle activité de programme (sécurité alimentaire intégrée), dépend des facteurs suivants:
- mise en place de partenariats solides et efficaces avec d'autres donateurs pour dégager des ressources techniques et financières complémentaires;
 - engagement du gouvernement à fournir suffisamment de ressources alimentaires et non alimentaires complémentaires;
 - gestion et coordination efficace des activités de programme par les organismes de contrepartie côté gouvernement;
 - capacités des ONG partenaires de gérer et de cofinancer les activités de programme, et d'intégrer les ex-bénéficiaires du PAM dans leurs programmes en cours;
 - capacités des collectivités locales de coordonner les interventions en faveur du développement.
104. Les catastrophes naturelles et des troubles politiques graves représentent d'autres facteurs de risque susceptibles de compromettre les résultats attendus. Le succès des activités de sécurité alimentaire intégrée dépend, dans une large mesure, de la mise en œuvre des plans de décentralisation du gouvernement.
105. Les résultats visés en matière de nutrition dépendent d'une série de facteurs, parmi lesquels l'assainissement, la santé, une eau potable sûre et exempte d'arsenic, ainsi que la mesure dans laquelle les autres organismes pourront agir en liaison avec le PAM pour créer les conditions nécessaires à des améliorations en matière de nutrition au sein du groupe cible.
106. La fourniture de farine de blé enrichie et d'aliments composés dépend de l'accord du gouvernement pour l'enrichissement des produits concernés.

RECOMMANDATION

107. Le Directeur exécutif du PAM recommande l'approbation par le Conseil d'administration du présent programme de pays pour la période 2001–2005.



ANNEXE I

**TABLEAU 1: RÉCAPITULATIF DU BUDGET CONSOLIDÉ
DU PROGRAMME DE PAYS 2001-2005
(en dollars)**

Poste budgétaire/ activité de programme	DGV	Sécurité alimentaire intégrée	DR	Total	PAM (Suppl.)	Total
Produits alimentaires	53 300 000	26 035 000	13 000 000	92 335 000	11 700 000	104 035 000
Transport extérieur	17 425 000	6 673 000	4 250 000	28 348 000	3 824 000	32 172 000
TTEM	8 508 000	3 258 000	2 075 000	13 841 000	1 868 000	15 709 000
Autres COD	4 743 000	2 155 000	1 150 000	8 048 000	1 044 000	9 092 000
Total coûts opérationnels directs	83 976 000	38 121 000	20 475 000	142 572 000	18 436 000	161 008 000
CAD	8 094 000	4 056 000	2 097 000	14 247 000	1 840 000	16 087 000
CAI (7,8%)	7 181 000	3 290 000	1 760 000	12 232 000	1 582 000	13 814 000
Coût total pour le PAM	99 251 000	45 467 000	24 332 000	169 051 000	21 858 000	190 909 000

**TABLEAU 2: BUDGET DES COÛTS DIRECTS
DU PROGRAMME DE PAYS (2001-2005)**

Total par catégorie	Volume de vivres (tonnes)	Coûts opérationnels directs			Coûts d'appui directs	
		Coût des vivres	Transport, TTEM	Autres COD ¹	Total COD	Total CAD
(dollars)						
Base	710 000	92 335 000	42 189 000	8 048 000	142 572 000	14 247 000
Gouvernement	650 000	84 500 000	81 716 000		166 216 000	
Autres-bilatéral	499 000	64 870 000			64 870 000	
PAM (supplémentaire)	90 000	11 700 000	5 692 000	1 044 000	18 436 000	1 840 000
TOTAL	1 949 000	253 405 000	129 597 000	9 092 000	392 094 000	16 087 000

¹ Ressources en personnel, articles non alimentaires et services destinés à l'usage exclusif des bénéficiaires, du gouvernement ou des partenaires d'exécution et/ou ensemble des coûts liés à la transformation des aliments, tels que la mouture.



ANNEXE II

BUDGET (DE BASE)

	Quantité (tonnes)	Coût moyen (dollars)	Valeur totale (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits			
– Blé	642 000	130	83 460 000
– Aliments composés	25 000	355	8 875 000
Total produits	667 000		92 335 000
Transport extérieur		42,5	28 348 000
Transport terrestre		0,75	
TIEM		20	
Total TIEM (Transport terrestre + TIEM)		20,75	13 841 000
Autres coûts opérationnels directs			8 048 000
Total partiel, coûts opérationnels directs			142 572 000
B. Coût d'appui directs			
Total partiel, coûts d'appui directs			14 247 000
Total, coûts directs			
C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)			
Total partiel, coûts d'appui indirects			12 232 000
COÛT TOTAL POUR LE PAM			169 051 000



ANNEXE III

BUDGET (SUPPLÉMENTAIRE)			
	Quantité (tonnes)	Coût par tonne (dollars)	Valeur totale (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits			
– Blé	90 000	130	11 700 000
Total, produits	90 000		11 700 000
Transport extérieur		42,5	3 825 000
Transport terrestre		0,75	
TIEM		20	
Total TIEM (Transport terrestre + TIEM)		20,75	1 867 000
Autres coûts opérationnels directs			1 044 000
Total partiel, coûts opérationnels directs			18 436 000
B. Coûts d'appui directs			1 840 000
C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)			1 582 000
COÛT TOTAL POUR LE PAM			21 858 000



ANNEXE IV-A

**ÉCHÉANCIER POUR LES PARTICIPANTS BÉNÉFICIAIRE DE L'AIDE DU PAM
PENDANT LE PROGRAMME DE PAYS DU BANGLADESH, 2001-2005**
fondé sur les ressources du PAM pour les programmes de base et supplémentaire

Sous-programme	Composante du sous-programme	Année				
		2001	2002	2003	2004	2005
DGV	DGV (<i>Parishad</i> des unions)	Premier cycle de DGV 202 300 femmes		Deuxième cycle de DGV 211 500 femmes	Troisième cycle de DGV 211 500 femmes	211 500 femmes
	DGV-programme national de nutrition	Collaboration dans 4 sous-districts 9 400 femmes		Collaboration dans 130 sous-districts 38 800 femmes	Collaboration dans 160 sous-districts 50 800 femmes	190 sous-districts 76 100 femmes
	Centres de formation pour les femmes	18 800 femmes	9 400 femmes	4 700 femmes	4 700 femmes	4 700 femmes
	AGAV	500				
Sécurité alimentaire intégrée	Centres de formation et de nutrition: Femmes Adolescents Enfants	5 000 femmes 2 500 adolescents 2 500 enfants	10 000 femmes 5 000 adolescents 5 000 enfants	15 000 femmes 7 500 adolescents 7 500 enfants	15 000 femmes 7 500 adolescents 7 500 enfants	15 000 femmes 7 500 adolescents 7 500 enfants
	Initiatives de nutrition communautaires	6 600 enfants de moins de 2 ans 3 800 femmes enceintes et allaitantes	19 800 enfants de moins de 2 ans 11 400 femmes enceintes et allaitantes	39 600 enfants de moins de 2 ans 22 800 femmes enceintes et allaitantes	39 600 enfants de moins de 2 ans 22 800 femmes enceintes et allaitantes	39 600 enfants de moins de 2 ans 22 800 femmes enceintes et allaitantes
	Vivres-contre-actifs avec renforcement des capacités humaines	Hommes : 12 400 Femmes : 18 550	Hommes : 24 750 Femmes : 37 150	Hommes : 37 150 Femmes : 55 700	Hommes : 49 500 Femmes : 74 300	Hommes : 49 500 Femmes : 74 300
DR	Secteur des routes	Hommes : 35 500 Femmes : 35 500	Hommes : 17 800 Femmes : 17 800	Hommes : 7 450 Femmes : 7 450		
	Secteur de l'eau	Hommes : 53 300 Femmes : 53 300	Hommes : 26 700 Femmes : 26 700	Hommes : 13 300 Femmes : 13 300		

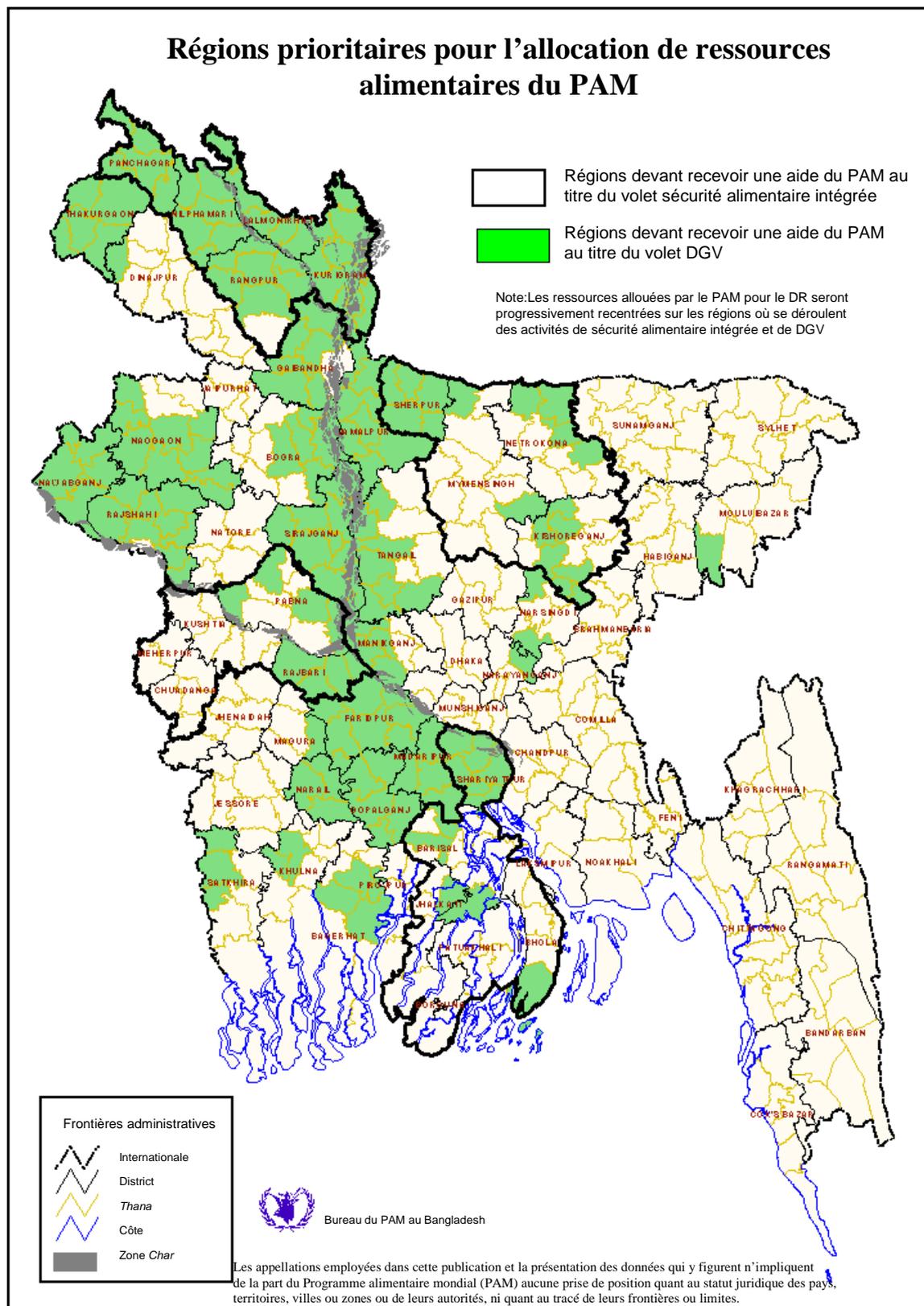
ANNEXE IV-B

**ÉCHÉANCIER POUR L'ENSEMBLE DES PARTICIPANTS PENDANT LE DÉROULEMENT
DU PROGRAMME DE PAYS DU BANGLADESH, 2001-2005**
fondé sur les ressources du PAM, du gouvernement et de source bilatérale

Sous-programme	Composante du sous-programme	Année				
		2001	2002	2003	2004	2005
DGV	DGV (<i>Parishad</i> des unions)	Premier cycle de DGV 430 000 femmes		Deuxième cycle de DGV 450 000 femmes	Troisième cycle de DGV 450 000 femmes	450 000 femmes
	DGV-programme national de nutrition	Collaboration dans 4 sous-districts 20 000 femmes		Collaboration dans 130 sous-districts 82 500 femmes	Collaboration dans 160 sous-districts 108 000 femmes	190 sous-districts 162 000 femmes
	Centres de formation pour les femmes	40 000 femmes	20 000 femmes	10 000 femmes	10 000 femmes	10 000 femmes
	AGAV	500				
Sécurité alimentaire intégrée	Centres de formation et de nutrition: Femmes Adolescents Enfants	5 000 femmes 2 500 adolescents 2 500 enfants	10 000 femmes 5 000 adolescents 5 000 enfants	15 000 femmes 7 500 adolescents 7 500 enfants	15 000 femmes 7 500 adolescents 7 500 enfants	15 000 femmes 7 500 adolescents 7 500 enfants
	Initiatives de nutrition communautaires: Enfants de moins de 2 ans Mères	6 600 enfants de moins de 2 ans 3 800 femmes enceintes et allaitantes	19 800 enfants de moins de 2 ans 11 400 femmes enceintes et allaitantes	39 600 enfants de moins de 2 ans 22 800 femmes enceintes et allaitantes	39 600 enfants de moins de 2 ans 22 800 femmes enceintes et allaitantes	39 600 enfants de moins de 2 ans 22 800 femmes enceintes et allaitantes
	Vivres-contre-actifs, formation technique et sensibilisation	Hommes : 24 800 Femmes : 37 100	Hommes : 49 500 Femmes : 74 300	Hommes : 37 150 Femmes : 111 400	Hommes : 99 100 Femmes : 148 600	Hommes : 99 100 Femmes : 148 000
DR	Secteur des routes	Hommes : 71 100 Femmes : 71 100	Hommes : 35 600 Femmes : 35 600	Hommes : 17 800 Femmes : 17 800		
	Secteur de l'eau	Hommes : 106 700 Femmes : 106 700	Hommes : 53 300 Femmes : 53 300	Hommes : 26 700 Femmes : 26 700		



ANNEXE V



ANNEXE VI

SCHÉMA DE STRATÉGIE DE PAYS—BANGLADESH

RÉSUMÉ

La stratégie du PAM pour la période 2001–2005 s'appuie sur l'expérience acquise et sur les principes visant à favoriser le développement. Elle a été élaborée au cours d'un processus consultatif d'une durée de six mois auquel ont participé un grand nombre de représentants du gouvernement, des ONG et des bénéficiaires. L'élaboration du présent schéma de stratégie de pays (SSP) a été synchronisée et harmonisée avec celle du prochain Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour le Bangladesh et avec les programmes des autres partenaires de développement.

La stratégie envisagée vise les 30 millions de personnes extrêmement pauvres du pays (environ six millions de ménages), et s'attache notamment à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition chroniques. Les interventions appuyées par l'aide alimentaire du PAM s'adresseront chaque année à plus d'un demi-million de ménages parmi les plus pauvres, notamment les membres les plus vulnérables pour lesquels les transferts alimentaires directs sont particulièrement bénéfiques. La stratégie devrait également avoir des incidences sur le système global d'aide alimentaire au Bangladesh, grâce à l'examen des politiques sur la base de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV), et à la promotion d'interventions alimentaires destinées principalement à favoriser le développement.

On envisage d'associer dans le cadre de la stratégie les ressources alimentaires et non alimentaires du PAM et de les répartir entre les activités de programme ci-après:

- a) **Développement en faveur des groupes vulnérables (DGV):** Cette approche à l'échelon national, axée essentiellement sur les zones les plus vulnérables, s'adressera exclusivement aux femmes démunies et s'attaquera principalement aux priorités 1, 2 et 3 de la politique visant à favoriser le développement. Outre des partenariats efficaces avec les ONG en matière de création d'actifs et d'activités rémunératrices, ce sous-programme établira un partenariat avec le programme national de nutrition dans un certain nombre des zones sélectionnées et aura de plus en plus recours à la farine de blé enrichie aux micronutriments pour renforcer l'impact nutritionnel des transferts alimentaires.
- b) **Sécurité alimentaire intégrée:** Cette activité s'adressera aux communautés et aux individus vulnérables des zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire et aux catastrophes naturelles. Les activités seront déterminées en fonction des besoins et des capacités des populations très pauvres qui souffrent de la faim, en particulier les femmes. Les collectivités et les groupes bénéficiaires participeront à la planification et à l'exécution des activités. La sécurité alimentaire et les besoins nutritionnels des ménages seront les principaux facteurs déterminants utilisés pour sélectionner les activités. Les activités liées à la nutrition sont axées sur la priorité 1 visant à favoriser le développement, tandis que les autres activités de ce sous-programme portent sur les priorités 3 et 4.
- c) **Développement rural (DR):** Les activités vivres-contre-travail soutenues par le PAM dans le cadre du programme DR actuel mené par le gouvernement devraient voir une réduction de la part du salaire fournie en produits alimentaires et une augmentation de la part en espèces. Les activités – qui s'adressent tant aux femmes qu'aux hommes – seront planifiées et exécutées par le biais d'une collaboration plus étroite avec les ONG, qui assureront également la liaison entre les travailleurs et leurs familles exposées à l'insécurité alimentaire. Les bénéficiaires seront formés aux rudiments en



matière de nutrition et recevront en outre une formation technique. Ils auront en outre la possibilité de passer à d'autres activités de développement. Les activités de ce sous-programme seront axées sur les priorités 2 et 3 visant à favoriser le développement. Certaines activités de DR seront progressivement menées dans le cadre du sous-programme de sécurité alimentaire intégrée, et on mettra un terme à l'appui au DR dans le courant de 2003.

La mise en oeuvre de cette stratégie sera appuyée par:

- des partenariats avec d'autres institutions des Nations Unies et des donateurs bilatéraux;
- l'introduction d'un programme d'enrichissement de la farine de blé et de production d'aliments composés;
- la programmation conjointe avec les institutions gouvernementales décentralisées et les ONG partenaires;
- l'organisation des opérations du bureau de pays sur une base régionale.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
AGAV	Animatrices de groupe pour les agents de vulgarisation
CAD	Coûts d'appui directs
CE	Commission européenne
DGV	Développement en faveur des groupes vulnérables
DR	Développement rural
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
GTZ	Office allemand de la coopération technique
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la santé
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PMA	Pays les moins avancés
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SSP	Schéma de stratégie de pays
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence internationale des Etats-Unis pour le développement
VCT	Vivres-contre-travail

